

BTP News

www.btpnews.ma



Entretien avec
**Le Professeur
Dr. Markus Schafer**



DIALOGUE NATIONAL SUR L'URBANISME ET L'HABITAT...

Pour Qui Pourquoi ?



E Power & building, le rendez-vous de référence de l'industrie BTP en Europe du Sud



SIB, 36 ans déjà...

Matériaux de Construction
Haro sur l'informel



SIB

36 ANS
D'EXISTANCE

18^{eme}
Edition

ENTREE
GRATUITE

SALON INTERNATIONAL DU BATIMENT



23 - 27 NOVEMBRE 2022

PARC D'EXPOSITION MOHAMMED VI - EL JADIDA

Sous le thème :

**INNOVATION ET RÉSILIENCE AU SERVICE
D'UN CADRE DE VIE MEILLEUR**

www.sib.ma



NAVETTE GRATUITE

Casablanca - Parc d'Exposition MOHAMMED VI

ORGANISATEURS



CO-ORGANISATEURS



ORGANISATEUR DÉLÉGUÉ



PARTENAIRES



PARTENAIRES PRESSE



f t in SIB MAROC

CONTACT :

+212 688 500 500

urbacom@urbacom.net / sib2022@urbacom.net



MAGAZINE GRATUIT DU
BÂTIMENT
ET TRAVAUX PUBLICS

édité par la société
alfacet media

DOSSIER DE PRESSE :
n° 04 - 2013

DÉPOT LÉGAL:
2013-0052

ISSN:
2336-0011

RÉGIE PUBLICITAIRE:

06 64 49 40 24

IMPRESSION:
Bahiprint

DISTRIBUTION:
Mesfa

DIRECTEUR DE PUBLICATION:
khalid Fakhir

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION:
Abdelali El Qati

RÉDACTION:
Jamila Ouhadouch
Zainab Douimi

PARTENAIRES MÉDIA :
JournalEco, adyare, Aarasid

Cosmos 4 rue 1 bureau
7 la villette casablanca
Tél : (+212) 5 22 62 70 77
Fax : (+212) 5 22 62 16 17
www.btpnews.ma

SOMMAIRE



15



6



22



26



42

4/ L'éditorial

6/ Zoom

8/ BTP Maroc

12/ BTP International

20/ EN COUVERTURE / Dialogue National sur l'Urbanisme et l'Habitat... :
Pour qui et pourquoi ?

30/ Matériel BTP

41/ Interview : Le Prof. Dr. Markus Schäfer en Guest-star à l'Ecole
Hassania des Travaux Publics



Le BTP, un secteur face à un océan de challenges...

Le Bâtiment et Travaux Publics va mal. Le constat ne date pas d'aujourd'hui. Depuis des mois déjà, ce secteur vital pour la réalisation des programmes nationaux d'infrastructures et de logement de grande envergure, vit au rythme d'une succession de crises et de difficultés. La hausse généralisée des prix des matières premières comme le ciment, l'acier, le bois et les produits pétroliers et leurs dérivés, en plus des perturbations logistiques et du conflit Russie-Ukraine, restent ainsi les principaux enjeux auxquels le secteur devra faire face. D'ailleurs, les derniers chiffres de l'Association professionnelle des cimentiers (APC) reflètent cette conjoncture délicate pour les professionnels du secteur.

Les livraisons de ciment se sont établies à plus de 10,43 millions de tonnes (Mt) à fin octobre dernier, en baisse de 9,22% comparativement à la même période un an auparavant, selon l'Association professionnelle des cimentiers (APC). Les livraisons destinées aux segments «Distribution» et «Béton prêt à l'emploi» se sont situées respectivement à 6,47 Mt (-14,01%) et à 2,05 Mt (+3,29%), précise l'APC.

Pour leur part, les écoulements des activités «Prefa», «Bâtiment» et «Infrastructures» se sont établis à respectivement 960.223 tonnes (-5,43%), 448.689 tonnes (-9%) et 488.438 tonnes (+6,53%). Pour le seul mois de octobre 2022, les livraisons de ciment ont baissé de 16,40% à 1.048.975 tonnes.

Dans une déclaration à la presse, le président de la Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux Publics (FNBTP), Mohamed Mahboub, explique qu'au-delà des impacts de la crise du Covid-19, le secteur fait face, désormais, à de nouvelles contraintes liées spécifiquement à la flambée des prix qui n'est malheureusement pas compensée par le système actuel de la révision des prix et qui se répercute négativement sur la trésorerie des entreprises.

Ceci étant, plusieurs entreprises du BTP ont du mal à achever leurs projets. Des chantiers sont complètement en mode Arrêt. D'autres entreprises se trouvent obligées de demander la résiliation de leurs marchés. Les grosses pertes ont affecté lourdement leurs trésoreries et ne leur permettent plus d'honorer leurs engagements notamment vis-à-vis de leur personnel, fournisseurs ainsi que leurs banques pour les crédits Relance et Oxygène qu'elles ont contractés, a-t-il expliqué.

La baisse des ventes de ciment durant cette année démontre que l'activité du secteur du BTP est en berne, a relevé M. Mahboub, faisant observer que « cette année, la commande publique n'a pas enregistré une véritable relance en termes d'investissements mais également, la branche bâtiment et construction de logement a connu une baisse significative d'activité ».

Interrogé sur la capacité du secteur BTP à reprendre son rythme d'avant crise, il a affirmé que « rien n'augure une telle reprise ! ».

D'après lui, les carnets de commande actuels des entreprises sont en deçà de leur capacité, faisant savoir que « lors d'une journée d'information organisée par le ministère de l'Équipement et de l'Eau, les différents départements ont présenté leurs programmes d'investissement pour l'année 2022 dans le secteur du BTP. Aujourd'hui, les professionnels attendent le lancement effectif des appels d'offres prévus par ces programmes ».

Evoquant les perspectives de ce secteur, le responsable a fait savoir qu'aujourd'hui, les entreprises sont en attente de la résolution rapide de questions prioritaires tels que la relance conséquente et volontariste de la commande publique, la lutte contre la « casse des prix », la refonte du système actuel de la révision des prix, ainsi que l'activation des mesures prévues dans le Contrat Programme signé en 2018.

Le Gouvernement est très attendu et fortement sollicité en vue de remettre les pendules à l'heure. Pour rappel, le BTP emploie plus d'un million de Marocains. C'est dire l'importance d'un secteur pareil pour la cohésion socio-économique de notre pays.



La baisse des ventes de ciment durant cette année démontre que l'activité du secteur du BTP est en berne, a relevé M. Mahboub, faisant observer que « cette année, la commande publique n'a pas enregistré une véritable relance en termes d'investissements mais également, la branche bâtiment et construction de logement a connu une baisse significative d'activité ».



منارة بريفا
ménara préfa

**Notre métier est de vous
donner tous les moyens
pour dynamiser vos
compétences**

Formation

Génie
GF
Formation



Créateur de compétences



**294. Bd Yacoub El Mansour Res Espace
Anfa Erg 5 N° 18 Casablanca
Tél : 05 20 09 11 11 / 07 02 12 31 31
Fax : 05 22 09 11 11
Mobile : 06 61 88 82 21 / 06 61 23 29 29**



Le ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget, Faouzi Lakjaa, répond aux questions des journalistes en marge du point de presse tenu à l'issue de la réunion hebdomadaire du Conseil de Gouvernement. 17022022 – Rabat

PLF 2023..

L'Etat va mobiliser plus de 159 600 ha de foncier public pour des projets d'investissement

Un total de 377 projets ayant pour support un foncier domanial a été approuvé en 2021, pour un investissement projeté de plus de 273,57 MMDH, selon le rapport sur le foncier public mobilisé pour l'investissement accompagnant le projet de loi de finances (PLF) de 2023.

Ces projets portent sur une superficie globale de 159.602 hectares (ha), permettant la création de 24.028 emplois escomptés, indique ce rapport publié sur le site du ministère de l'Economie et des finances.

Par régime, 99,5% des projets ont été approuvés dans le cadre de la gestion déconcentrée des investissements, concentrant plus de 99% de la super-

ficie globale mobilisée, devant drainer un investissement de 264,16 MMDH et générer 22.868 emplois, relève la même source.

Et d'ajouter que deux dossiers d'investissement ont été examinés dans le cadre du régime conventionné, profitant d'environ 1% de la superficie globale mobilisée.

Au détail, ledit rapport fait savoir que dans le cadre du dispositif législatif et réglementaire relatif à la gestion déconcentrée de l'investissement, les Centres régionaux d'investissement (CRI) ont procédé, à travers « la Commission régionale unifiée d'investissement », de concert avec les services extérieurs de la Direction des Domaines de l'Etat, à l'examen de plusieurs projets d'investissement ayant pour support des terrains relevant du Domaine privé de l'Etat (DPE), situés dans diverses régions du Royaume.

A cet égard, 375 projets ont été agréés portant sur une superficie totale de 158.526 ha, dont environ une proportion de 95% est concentrée au niveau de la région de Guelmim-Oued Noun.

Pour ce qui est du régime conventionné, le gouvernement a poursuivi l'examen et l'approbation des projets de conventions et d'avenants devant être conclus avec des investisseurs marocains et étrangers.

Ces conventions d'investissements octroient un certain nombre d'avantages et d'exonérations sur les plans fiscal et douanier, ainsi que le bénéfice de la contribution de l'Etat aux coûts d'infrastructures externes, de la formation professionnelle et d'acquisition des terrains, en application de la loi-cadre 18-95 formant charte de l'investissement et de l'article 7.1 de la loi de finance pour l'exercice budgétaire 1998-1999 tel qu'il a été modifié.

Ainsi, les deux dossiers d'investissement examinés en 2021 concernent les secteurs de l'Énergie et de l'Enseignement et Formation, pour une superficie total de 1.075,9 ha et un investissement de 9,41 MMDH.

Il s'agit de la réalisation d'un parc éolien à Essaouira envisagé par Le consortium Nareva Holding – Enel Green Power – Siemens Wind Power, déclaré adjudicataire de l'appel d'offres lancé en 2012 par l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) pour une capacité totale minimale de 850 MW, sur un terrain domaniale de 1.011 ha et un investissement global de 2,99 MMDH.

Le second dossier porte sur la réalisation d'une Université Polytechnique (Groupe OCP) à Salé (Sala al Jadida), sur une assiette foncière de 64 ha, pour un investissement de 6,42 MMDH et 1.130 emplois à générer.



Il s'agit de la réalisation d'un parc éolien à Essaouira envisagé par Le consortium Nareva Holding – Enel Green Power – Siemens Wind Power, déclaré adjudicataire de l'appel d'offres lancé en 2012 par l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) pour une capacité totale minimale de 850 MW, sur un terrain domaniale de 1.011 ha et un investissement global de 2,99 MMDH.





SIB, 36 ans déjà...



**URBACOM,
l'agence qui en
assure la gestion
déléguée depuis
2006 sans
discontinuité n'a
cessé de faire
croître le nombre
d'exposants,
de visiteurs, de
partenaires et
de délégations
internationales.**

Le Salon International du Bâtiment est de retour. Ce rendez-vous des professionnels du BTP et des acteurs économiques de différents horizons est prévu du 23 au 27 novembre au Parc d'exposition Mohammed VI d' El Jadida.

Annulée en 2020 pour cause de pandémie, la 18ème édition du SIB qui fêtera ses 36 ans d'existence, est un salon biennal à dimension internationale et regroupant l'ensemble des opérateurs du secteur du Bâtiment, de la Construction, de l'Urbanisme et de la Décoration. Il est organisé par le Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville et l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations AMDIE.

Cette édition 2022 est tenue sous la thématique "Innovation et résilience au service d'un cadre de vie meilleur". Contrairement aux éditions précédentes et afin d'encourager le maximum de visiteurs à venir découvrir le nouveau SIB,

l'entrée sera gratuite. Toutefois, l'accès au salon sera conditionné par la présentation d'un badge électronique téléchargeable sur le site ou à l'accueil du salon, d'une invitation dûment remplie ou d'une carte de visite professionnelle.

En partenariat avec un cabinet de formation de renom, le SIB 2022 proposera aux visiteurs et exposants des formations certifiantes liées au secteur du Bâtiment et de l'Urbanisme. D'une durée de 2 ou 3 jours, ces formations seront dispensées par des professionnels et permettront une immersion totale parmi la majorité des acteurs du secteur.

Afin d'encourager l'esprit entrepreneurial, d'accompagner la croissance des startups et des grandes entreprises à en devenir et d'accroître la visibilité des innovations et produits marocains, le SIB 2022 permet à une dizaine de START-UP nationales de présenter leurs projets au cœur du salon. Des stands d'exposition et un espace pitch leur seront entièrement dédiés.

URBACOM, l'agence qui en assure la gestion déléguée depuis 2006 sans disconti-

nuité n'a cessé de faire croître le nombre d'exposants, de visiteurs, de partenaires et de délégations internationales. Lors de la dernière édition organisée en 2018, le SIB a reçu plus de 190.000 visiteurs et a connu la participation de 700 exposants émanant de 58 pays dont douze africains. Toutefois, conscients du virage technologique et surtout digital imposé au secteur de la communication et de l'événementiel, nous avons profité de ces 4 années d'absence pour faire face aux nouvelles exigences et repenser le SIB. Grâce au soutien de nos partenaires historiques et de nos fidèles exposants, nous y avons apporté plusieurs nouveautés afin d'offrir à tout un chacun une expérience immer-

sive et inoubliable.

À proximité d'El Jadida, le Parc d'Exposition Mohammed VI accueille, depuis 2015, le Salon du cheval. Cet espace de 30 hectares, édifié par la Sorec, selon les normes internationales en la matière, fait office de référence nationale. De par son accessibilité, son adaptabilité, mais aussi son esthétique, il dispose de tous les atouts lui permettant d'abriter de nombreux événements d'envergure. En plus des halls d'expositions et des 20 salles de réunions, le parc dispose de 2500 places de parking dont 1100 surveillées. Il dispose également d'un parking VIP de 52 places et d'un autre pouvant accueillir une cinquantaine d'autocars.



Lors de la dernière édition organisée en 2018, le SIB a reçu plus de 190.000 visiteurs et a connu la participation de 700 exposants émanant de 58 pays dont douze africains.



FEUILLE DE ROUTE DE L'ÉQUIPEMENT

Le BTP, une priorité dans la "Feuille de Mission 2026" de Nizar Baraka



Au cours d'une réunion regroupant l'ensemble des directeurs régionaux et centraux, le ministre de l'Équipement Nizar Baraka a adopté la « feuille de mission » à l'horizon 2026.

Nizar Baraka a clairement fixé la responsabilité des directions régionales du ministère en soulignant que : « notre responsabilité dans la réalisation de nos projets ne se limite pas seulement à la rentabilité économique et sociale mais doit être étendue aux volets d'acceptabilité et de considération auprès à la fois du citoyen et du tissu entrepreneurial ». Dans ce cadre, il a insisté sur la nécessité d'un changement total d'approche pour la gestion de l'acceptation sociale des projets afin d'éviter tout sentiment d'injustice en privilégiant systématiquement l'adhésion des citoyens et de développer un réel partenariat public-citoyen

au niveau régional et local. Nizar Baraka a mis en avant la responsabilité socio-économique du ministère, et sa nécessaire participation dans la relance économique régionale, par la contribution du ministère au développement des bassins d'emplois locaux.

En prenant l'exemple de BTP, le ministre a engagé ses directeurs régionaux à être une véritable tutelle des écosystèmes des entreprises du BTP, en s'assurant de l'ascension vertueuse des petites entreprises, et de la préservation des entreprises matures permettant la pérennité et la sauvegarde des emplois permanents. Les directions régionales doivent être également des incubateurs et des garants de la pérennité du tissu des entreprises au niveau régional, en contribuant à l'intégration du secteur informel au secteur formel grâce à l'attractivité d'un écosystème sain et performant.

Publication de 100 plans d'aménagement durant l'année en cours

La ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Fatima-Ezzahra El Mansouri, a annoncé, lundi à Rabat, que 100 plans d'aménagement ont été émis au cours de l'année 2022.

Elle a souligné que le secteur de la construction au Maroc souffre de plusieurs contraintes, notamment la lenteur et la complexité de la procédure de ratification, soulignant l'importance de reconsidérer certains textes juridiques et leur compatibilité avec les particularités du monde rural et les attentes de sa population.

S'agissant de la réhabilitation des pôles émergents du monde rural, la ministre a assuré que les études ont été achevées pour 12 centres au niveau de l'ensemble des régions du Royaume, où les travaux doivent démarrer cette année, ce qui permettra de réduire la pression sur la construction et d'orienter la population rurale vers ces centres au lieu de migrer vers les villes, notant



que le travail de ces centres sera évalué après l'expiration du délai de leurs travaux, avec l'ambition de porter leur nombre à 77 centres dans un premier temps.

Dans le même contexte, a-t-elle ajouté, le ministère a décidé de s'atteler sur un programme qui concerne 281 communes parmi les plus vulnérables du

monde rural.

S'agissant des travaux de la caravane des documents d'urbanisme destinée au monde rural, la ministre a indiqué que 5.938 dossiers en suspens ont été traités, assurant que son département entend généraliser cette expérience avec un départ tous les trois mois dans toutes les régions du Royaume.

PLF 2023

Voilà comment l'Etat compte dynamiser le secteur de l'immobilier

Le ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du Budget, Fouzi Lekjaa a affirmé, mardi à Rabat, que l'aide de l'État pour le soutien prévue dans le projet de la loi des finances (PLF) de l'année 2023 vise à dynamiser le secteur immobilier. Intervenant lors d'un point de presse pour la présentation de ce PLF, M. Lekjaa a souligné que la démarche du gouvernement se base sur l'encouragement de la demande à travers une aide directe aux familles souhaitant acquérir un logement, en vue de dynamiser le secteur de l'immobilier qui joue un rôle important dans le développement économique. Il s'agit d'un soutien direct surtout à la classe moyenne, pour les logements ne dépassant pas 300.000 dirhams, a-t-il précisé, notant que cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une logique orientée davantage vers l'aide financière directe ciblée pour les



ménages. M. Lekjaa a, en outre, fait savoir que cette nouvelle mesure a aussi pour but d'assurer un usage efficient et ciblé des ressources de l'État, en plus de donner au secteur, un élan important sur les plans économique et social.

Focus sur l'expérience japonaise en gestion et maintenance des ponts et Région



Cette formation KCCP, organisée sur l'entretien et la gestion des ponts, a été l'occasion pour le Maroc d'échanger sur les problématiques relatives à ce domaine.

Des journées sur la gestion et la maintenance des ponts ont été lancées, lundi à Rabat, à l'initiative du ministère de l'Équipement et de l'Eau et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

Ces journées, qui se poursuivent jusqu'au 4 novembre, s'inscrivent dans le cadre du Programme des formations techniques baptisé «The Knowledge-Co-Creation Program (KCCP)» qui a pour objectif le transfert de l'expérience managériale et du savoir-faire technique accumulés par le Japon au profit des cadres marocains. Cette formation KCCP, organisée sur l'entretien et la gestion des ponts, a été l'occasion pour le Maroc d'échanger sur les problématiques relatives à ce domaine. Elle est suivie d'une mission japonaise au Maroc du 31 octobre au 3 novembre 2022, pour capitaliser sur les acquis des participants et conseiller les différentes parties prenantes sur la voie à suivre pour répondre aux différentes problématiques de gestion particulières au contexte marocain.

Dans une déclaration à la presse, le direc-

teur général des routes, Mohamed Allal, a fait savoir que ces journées visent à développer les techniques de gestion des ouvrages d'art, notant que le ministère en compte près de 15.000. Il a également souligné que le but derrière ces journées est de profiter de l'expertise japonaise dans le domaine de la maintenance et la réparation des ouvrages d'art.

De son côté, l'adjoint au représentant résident de la JICA au Maroc, Yasuda Masahiro a assuré que ce rendez-vous annuel vise à renforcer les capacités et compétences quant aux nouvelles techniques relatives aux ponts.

Cette année, deux experts japonais, réputés mondialement dans le domaine des ponts, ont fait le déplacement pour apporter leur expertise, ajouter de la valeur, améliorer le savoir-faire et transférer les connaissances, a indiqué M. Masahiro.

La mission japonaise comprendra des visites à une variété de ponts illustrant la nature de l'infrastructure routière marocaine, ainsi que des réunions avec les différents opérateurs, en l'occurrence: la Direction générale des routes, l'Office national des chemins de fer (ONCF), le Laboratoire public des études et essais, l'École Hassania des travaux publics (EHTP) et les Autoroutes du Maroc (ADM).

A l'issue de ces travaux pratiques, deux séminaires techniques seront animés, les 2 et 3 novembre, par des professeurs de l'Université de Nagasaki, traitant respectivement, de l'entretien et de la gestion des ponts pratiqués au Japon ainsi que du système de contrôle de la qualité des infrastructures japonaises, afin de s'ouvrir sur de nouvelles approches d'amélioration du savoir-faire marocain dans ces domaines.

La JICA met à la disposition des fonctionnaires et partenaires du ministère diverses opportunités de formations dans de multiples thématiques, en l'occurrence, la gestion de la maintenance et l'entretien des ponts. Depuis les années 2000, près de 50 fonctionnaires et techniciens ont pu bénéficier de certaines formations au Japon.

CONSTRUTECH	MATELEC	VETECO
ARCHISTONE	MATELEC LIGHTING	VETECO SOLAR
BIMEXPO	ePower&Building	VETECO GLASS

Inspiración y negocio.
Construyendo el futuro.

15-18
Nov

2022
Recinto Ferial
ifema.es

ESPAGNE-MAROC :

Le projet du tunnel ferroviaire sous-marin se concrétise



Selon le média espagnol El Diario, l'entreprise publique qui promeut le projet, dit qu'elle recevra une nouvelle dotation dans les budgets 2023 du pays ibérique, pour franchir « le pas définitif » vers le début des travaux. C'est ce que le gouvernement espagnol indique dans les comptes publics qu'il vient de présenter.

L'entreprise espagnole en charge d'effectuer les études préliminaires, serait la Société espagnole d'études pour les communications fixes à travers le détroit de Gibraltar (Segecsa). Cette entreprise publique a récemment révélé qu'elle était, en 2021, parmi les bénéficiaires des fonds européens du plan de

relance de l'Espagne, pour entreprendre de nouvelles études sur cette infrastructure, alors que les relations entre les deux pays, à l'époque, étaient tendues. Le média espagnol indique que le Budget pour 2023 établi par le gouvernement espagnol, prévoit un transfert en capital de 750.000 euros pour Segecsa à la charge du budget du Ministère des Transports. Une dotation jugée modeste, un tel projet « Réseau transeuropéen de transport », mais qui, assure le projet du gouvernement.

Ainsi, la société publique Segecsa sera en mesure de lancer le processus de construction de l'ouvrage ». Les fonds serviront à mettre à jour un avant-projet réalisé il y a trois décennies, intégrant

les avancées techniques accumulées ces dernières années.

La modernisation de cet avant-projet, indique Eldiario, se traduit par le fait que « les avancées techniques et technologiques enregistrées ces 15 dernières années, dans les domaines de la construction, de la gestion, de l'exploitation et de la maintenance des ouvrages souterrains et sous-marins représentent un bond spectaculaire ».

A cela s'ajoute une modification du tracé précédemment prévu, « avec la décision d'intégrer le tunnel de la liaison fixe dans le détroit avec l'infrastructure de transport ferroviaire du Campo de Gibraltar et ses éléments stratégiques, tels que le port d'Algésiras ».

Pour ce faire, d'autres travaux doivent avoir lieu. Il faut déplacer le terminal nord vers la zone de San Roque-Los Barrios (Cadix) « pour l'intégrer au corridor ferroviaire correspondant du réseau de transport européen », ce qui « implique d'étendre le tunnel à plusieurs kilomètres de l'emplacement non connecté actuellement » prévu à Tarifa, entre les parcs naturels Estrecho et Los Alcornocales.

D'après la même source, après l'approbation par Bruxelles du plan de relance espagnol, Segecsa a signé en août 2021 un contrat d'assistance technique

avec l'entreprise publique d'ingénierie Ineco contre un montant d'environ 800 000 euros.

Le patron de Segecsa s'est rendu, il y a un an à Scwhanau (Allemagne), pour rencontrer des représentants de la société allemande Herrenknecht, leader mondial sur le marché des tunneliers, afin de mettre à jour la conception de base de la technologie qui pourrait répondre à l'excavation de la galerie d'exploration pour commencer les travaux. Selon la société d'Etat, « des perspectives très favorables s'ouvrent compte tenu de l'évolution des capacités techniques de ce type de systèmes de forage et d'excavation, et des expériences les plus récentes de construction de tunnels profonds dans le sous-sol marin ». La dernière version publiée du projet de liaison maroco-espagnol est un document édité il y a une dizaine d'années. Il envisageait un itinéraire de 42 kilomètres entre les terminaux Nord et Sud pour unir les deux continents en un peu plus d'une demi-heure, souligne Eldiario, il prévoyait un service de transport de passagers et de marchandises au moyen de trains-navettes pour voitures, autobus et camions. La prévision était d'environ 9,6 millions passagers à l'horizon 2030 et le transit de 7,4 millions de tonnes de marchandises.



Le média espagnol indique que le Budget pour 2023 établi par le gouvernement espagnol, prévoit un transfert en capital de 750.000 euros pour Segecsa à la charge du budget du Ministère des Transports.

E Power & building, le rendez-vous de référence de l'industrie BTP en Europe du Sud

Le salon dédié à la construction plus importante d'Europe et un des plus importants du monde. Il englobe 7 sub-salons, en l'occurrence, BIMEXPO Leader en services, networking et solutions; BIM CONSTRUTEC Matériaux, techniques et systèmes de construction; VETECO Fenetre, facade et protection solaire; MATELEC INDUSTRY Solutions technologiques pour l'industrie; Smart FactoryMATELEC Tout ce que est relie avec l'industrie et matériaux électriques; ARCHISTONE Architecture en pierre naturel. En outre, le salon connaîtra des conférences dédiées à la soutenabilité en la construction. L'évènement compte recevoir plus de 90.000 visiteurs de plus de 100 pays, avec plus de 1600 exposants et 10 pavillons et + de 140000 m2.



Tecnova Piscinas arrive en 2023 avec des ateliers d'innovation sur les installations aquatiques



Le Salon international de la technologie et de l'innovation pour les installations aquatiques (Tecnova Piscinas) arrivera du 21 au 24 février 2023 avec des ateliers sur l'innovation pour les installations aquatiques. Le secteur de la piscine, avec plus de 1,4 million de piscines, dont 30 000 nouvellement construites en 2021, sera à l'honneur dans un appel qui présente des nouveautés visant à offrir aux entreprises et aux professionnels une « rentabilité maximale » pour leur participation à la Foire, a rapporté Ifema Madrid dans un rapport.

Selon la directrice de Tecnova Piscinas, Ana Rodríguez, « le professionnalisme, la formation, la durabilité, la numérisation et l'automatisation seront les axes autour desquels s'articulera cette nouvelle édition du salon, alignés sur les propres

objectifs du secteur ».

Il mettra l'accent sur l'innovation, la formation et l'expérience, pour lesquels il travaille dans différents domaines commerciaux et d'affaires, tels que la galerie de l'innovation technologique, une vitrine des derniers produits et solutions ; Forum Tecnova Piscinas, qui accueillera un programme de sessions de formation ; Tecno Talleres, un espace réservé aux entreprises participantes pour présenter leurs produits ; Tecnova Piscinas Experience, un événement d'échange de travail et d'expériences.

De même, le concours disposera d'une batterie de mesures et de différentes formules de participation, adaptées à toutes sortes de besoins et de budgets, visant à faciliter la présence dans cette enclave commerciale.

La société de location GLOBEN célèbre son 25e anniversaire avec une commande de 25 machines GENIE®

L'entreprise de location Globen célèbre son 25e anniversaire en juin en ajoutant 25 nouvelles remontées mécaniques Genie® à sa flotte. En ajoutant un nouvel ascenseur chaque année, Globen honore non seulement son héritage et son histoire, mais renforce également son engagement à fournir un maximum de satisfaction à ses clients avec des équipements et des services de qualité.

José Luis Espinosa, directeur général de Globen, explique : « Tout a commencé lorsque mon père, Cristóbal Espinosa Marco, a vu une plate-forme élévatrice en action lors d'un de ses voyages d'affaires. À ce moment-là, il a eu une idée « folle » qu'il y avait un grand besoin sur le marché et qu'il était encore inexploré. En quelques semaines, il s'est présenté chez nous avec une plate-forme montée sur camion, qui, pendant un certain temps, a été le seul ascenseur de la flotte de l'entreprise naissante de notre famille.

Un ascenseur est rapidement devenu plusieurs ascenseurs, car des ascenseurs automoteurs Genie ont été ajoutés à la flotte, explique Espinosa, ajoutant : « Génie ou fou ? Le temps a donné raison à mon père, et il était en effet un génie visionnaire.

Globen compte désormais plus de 200 machines dans sa flotte, Genie constituant une part importante de son équipement.

« Nous avons opté pour Genie parce que nous croyons que nous partageons les mêmes valeurs et le même engagement, une excellente qualité accompagnée du meilleur service et la priorité à la sécurité, avant tout », déclare Espinosa. « Aujourd'hui, c'est toujours un plaisir de continuer à renouveler une flotte conçue par et pour nos clients, car ils le méritent. »

La commande du 25e anniversaire de Globen comprend 17 nacelles à ciseaux électriques GS™ E-Drive et huit nacelles articulées Z®, toutes équipées du système télématique Genie Lift Connect™. Espinosa note que Lift Connect est un outil important car il permet à l'équipe Globen de fournir une assistance supérieure à ses clients en résolvant de nom-



breux problèmes à distance, en moins de temps et avec moins de ressources. En ce qui concerne les machines elles-mêmes, les flèches en Z ont été sélectionnées pour leur polyvalence, leur portée horizontale et leur maniabilité, tandis que les nacelles à ciseaux 100 % électriques E-Drive ont été choisies pour leur faible maintenance, leur capacité à fonctionner sur une large gamme d'applications et leur taille plus petite. empreinte environnementale.

« En tant qu'ingénieur, je suis particulièrement passionné par les dernières tendances technologiques. Dans notre entreprise, nous n'avons pas peur d'aller de l'avant et de nous adapter aux nouvelles technologies de productivité. Nous voulons toujours être à la fine pointe, offrir des équipements plus performants et plus sécuritaires à nos clients », dit-il. « Faire ce pas en avant avec un fabricant expérimenté est un gage de succès.

Bien qu'Espinosa aime célébrer ses 25 ans d'activité, comme son père, il a une vision de l'avenir, qui comprend un autre achat pour commémorer 25 ans de plus dans l'industrie, en disant : « Peut-être que nous pouvons célébrer notre 50e anniversaire avec un nouveau paquet de plus de machines Genie !



La commande du 25e anniversaire de Globen comprend 17 nacelles à ciseaux électriques GS™ E-Drive et huit nacelles articulées Z®, toutes équipées du système télématique Genie Lift Connect™.



FRANCE :

Création d'une nouvelle attestation pour renforcer le contrôle des règles de construction



Ladite ordonnance vise à « garantir des constructions plus sûres, plus saines, plus performantes dans leur consommation énergétique, plus respectueuses de l'environnement et plus résilientes face aux changements climatiques », argumente l'exécutif.

Dans une ordonnance qui était attendue, le Gouvernement modifie le code de la construction et de l'habitat. **Objectif : compléter et renforcer le régime de police administrative sur le contrôle des règles de construction, et modifier la liste des attestations nécessaires dans le cadre de constructions neuves, afin notamment de mieux prendre en compte les risques liés au retrait-gonflement des argiles.**

Le 29 juillet 2022, le Gouvernement a présenté en conseil des ministres un texte modifiant la partie législative du code de la construction et de l'habitat (CCH), comme le lui permet la loi Climat et résilience du 22 août 2021.

Ladite ordonnance vise à « garantir des constructions plus sûres, plus saines, plus performantes dans leur consommation énergétique, plus respectueuses de

l'environnement et plus résilientes face aux changements climatiques », argumente l'exécutif. Il tient ainsi à mobiliser « de nouveaux outils pour faire respecter les règles de construction associées à ces objectifs ».

Une attestation supprimée, une autre ajoutée

Pour cela, l'ordonnance fait tout d'abord évoluer la liste des attestations nécessaires dans le cadre de constructions neuves. Celle portant sur la réalisation de l'étude des solutions d'approvisionnement en énergie demandée au moment du permis de construire est supprimée. Le Gouvernement considère en effet qu'elle est « devenue moins utile depuis l'entrée en vigueur de la RE2020 qui incitera fortement au recours aux énergies renouvelables en fixant notamment un seuil maximal ambitieux de consommation d'énergie primaire non renouvelable ».

@rroba honoré par l'AFEC pour sa promotion dans le secteur de la climatisation et de la réfrigération



L'Association des fabricants d'équipements de climatisation a remis le prix @rroba à IFEMA MADRID, dont le soutien au secteur par le biais de l'exposition C&R a été fondamental pour démontrer les progrès de l'industrie, son adaptabilité et son innovation technologique, lit-on dans un communiqué rendu public par C&R.


Le prix a été remis lors d'un événement organisé le 13 juillet dernier, au cours duquel les prix AFEC @rroba ont été annoncés aux médias du secteur, dans le cadre du C&R 2023.

L'Association des fabricants d'équipements pour la climatisation, AFEC, a remis le prix @rroba à IFEMA MADRID, pour son travail constant de promotion du secteur, par le biais du Salon international de la climatisation et de la réfrigération, C&R. Selon María Valcarce, directrice du C&R, qui a reçu le prix des mains du président de l'AFEC, Francisco Perucho, « le soutien du salon a été fondamental pour démontrer, tant au niveau national qu'international, le progrès du secteur, caractérisé par sa capacité d'adaptation et d'innovation technologique, ainsi que son engagement envers la société, les entreprises et la durabilité ».

Le prix a été remis lors d'un événement organisé le 13 juillet dernier, au cours duquel les prix AFEC @rroba ont été annoncés aux médias du secteur, dans le cadre du C&R 2023.

La prochaine édition du Salon international de la climatisation et de la réfrigération, qui se tiendra du 14 au 17 novembre 2023 à IFEMA MADRID, deviendra une fois de plus une référence internationale majeure en matière d'installations thermiques, avec la participation des principales entreprises et marques des secteurs de la climatisation, du contrôle climatique, de la ventilation, de la réfrigération industrielle et commerciale, du chauffage et de la plomberie, qui offriront la vitrine la plus complète des nou-

veaux développements, tendances et axes de progrès de cette industrie.

Reconnaissance du rôle des médias

Pendant l'événement, et dans le but de reconnaître le travail des médias sectoriels et de continuer à jeter les bases d'une collaboration continue, l'Association des fabricants d'équipements de climatisation a également annoncé les prix AFEC @rroba.

Des communicateurs et des reporters étaient présents à l'événement. Le président, Francisco Perucho, et la directrice générale, Marta San Román, accompagnés de Rafael Ramos, trésorier, et Laura Salcedo, vice-présidente, ainsi que de Pilar Budí, ancienne directrice de l'AFEC, ont fait un tour d'horizon du rôle important que les médias ont joué dans l'histoire de l'AFEC, en soulignant qu'ils font partie des 45 ans d'histoire de l'association, un long chemin qui a toujours compté sur l'impulsion et le travail d'expert des professionnels des médias.

De même, ils ont souligné son rôle central, aujourd'hui et à l'avenir, en tant que compagnons de voyage indispensables pour avancer avec une vision à 360° et une perspective globale, et ils ont rappelé les thèmes les plus urgents qui ont touché le secteur de la climatisation et de la réfrigération au cours de cette année, tout en anticipant ceux qui seront d'actualité à partir de septembre.

Les participants, parmi lesquels se trouvaient des représentants de revues telles que Caloryfrio, CIC Arquitectura, Climanticias, CONAIF, Conarquitectura, Editorial Protiendas, El Instalador, Climaeficiencia, Frio Calor Aire Acondicionado, Hosteleria y Restauración HR, IFEMA, Infoedita et Ingeniería del Gas, ont souligné les aspects pertinents qui caractérisent leur profession et avec lesquels ils ont contribué au progrès de la climatisation, comme la connaissance numérique, la professionnalisation de la communication, le soutien aux installateurs, le débat autour de la connaissance, la vision critique, la connexion entre professionnels, la crédibilité, le prestige des entreprises et des associations, les nouveaux secteurs d'activité et les nouvelles opportunités, la vision à long terme, entre autres aspects pertinents.

EN COUVERTURE

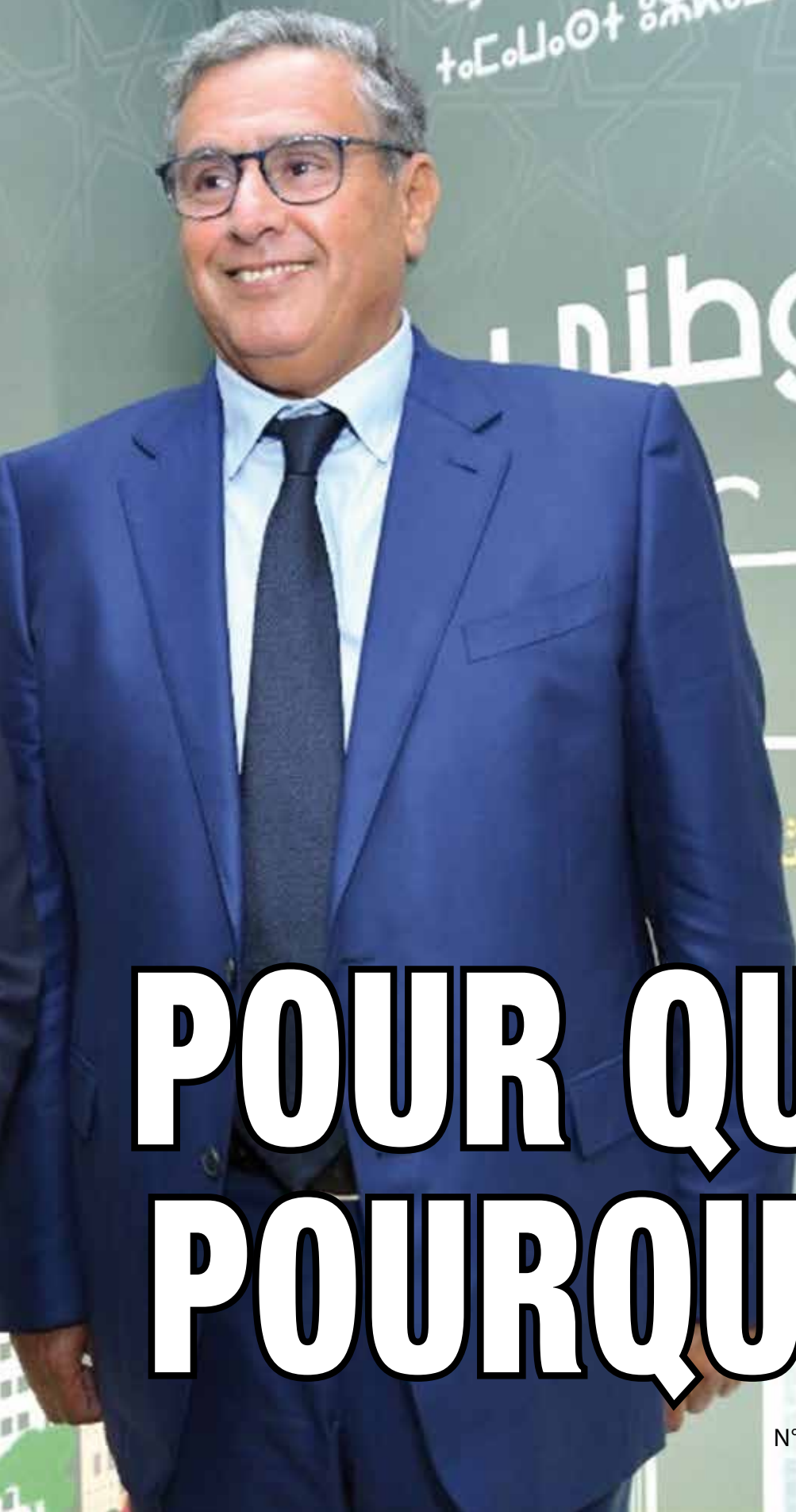
وزارة إعداد التراب الوطني
والتعمير والإسكان
والرياحنة



الحوار
حول
والإسكان
الرياحنة



DIALOGUE NATIONAL SUR L'URBANISME ET L'HABITAT...



طني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة

حوار الوطني

ول الت

الرباط، 16 ش

**POUR QUI ET
POURQUOI ?**



La ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville, Fatima Ezzahra Mansouri, explique que le secteur contribue également à l'amélioration du cadre de vie des citoyens

Le secteur de l'urbanisme et de l'habitat constitue une véritable locomotive de l'économie nationale, au regard de ses rôles pionniers en termes de promotion de l'investissement et de création d'emplois.

La ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville, Fatima Ezzahra Mansouri, explique que le secteur contribue également à l'amélioration du cadre de vie des citoyens, indiquant que le secteur a enregistré un saut qualitatif durant les deux dernières décennies en réalisant de grands acquis malgré les contraintes et les limitations constatées.

D'où la nécessité, selon elle, de lancer ce dialogue public à propos du renforcement de la coordination dans l'élaboration des politiques publiques, notant que ce dialogue national, qui intervient en application des hautes orientations royales, s'inscrit en droite ligne avec les

recommandations du Nouveau modèle de développement, qui prône la convergence et l'adoption d'une nouvelle doctrine de l'urbanisme et de l'habitat.

Ce dialogue consacre l'approche participative adoptée par l'exécutif dans la mise en œuvre du programme gouvernemental, et ce, dans un contexte national caractérisé par une dynamique urbanistique accélérée et une demande croissante de l'habitat et des infrastructures, évoquant plusieurs questions à traiter lors de ce dialogue, ayant trait notamment à l'aménagement des espaces de vie communs et de l'habitat souhaité aux générations futures, à la façon de remédier aux disparités entre les territoires urbain et rural et aussi à l'aménagement du territoire, catalyseur d'investissement, précise-t-elle.

Pour la ministre, la réponse à ces questions est indispensable afin de régler les dysfonctionnements et insuffisances enregistrées et de trouver un point d'inflexion pour mettre en convergence les politiques publiques dans le domaine

de l'urbanisme et l'habitat. Pour dépasser ces dysfonctionnements et insuffisances, un débat a été ouvert avec tous les acteurs concernés, à travers des ateliers thématiques au niveau régional. Elle a précisé que ce dialogue national a pour but de sortir avec des propositions et recommandations concrètes en vue de l'élaboration d'une nouvelle politique publique dans le domaine de l'urbanisme et de l'habitat, ajoutant que l'espoir est porté sur ces rencontres régionales pour qu'elles puissent impulser une nouvelle dynamique au chantier de mise en œuvre de la régionalisation avancée, soutenir la décentralisation administrative et soulever les défis du nouveau modèle de développement. Ce Dialogue, qui sera prolongé au niveau des 12 régions du Royaume à partir du 21 septembre, portera sur quatre points essentiels qui seront débattus lors d'ateliers thématiques, animés par des experts de renommée. Le premier atelier s'intéressera à la planification et à la gouvernance, à travers un système de planification territoriale renouvelée à géométrie variable qui prend en considération les différents contextes et échelles, associé à une gouvernance intégrée des territoires, multi-échelle et multi-niveau appropriée.

L'offre en logement constitue le deuxième point de ce Dialogue, en tant que facteur de promotion sociale et économique majeur pour le Maroc, indique le document, soulignant qu'un nouveau mode de «produire» et d'«habiter» est nécessaire pour intégrer les principes apportés par le nouveau modèle de développement, en plus d'une offre variée, diversifiée et territorialisée répondant aux besoins de toutes les catégories sociales.

Ce Dialogue national se penchera également sur une stratégie de développement intégrée du monde rural visant la cohérence et le renforcement du lien de complémentarité et de solidarité entre les territoires urbains et ruraux, la réduction des disparités et des vulnérabilités, la valorisation des territoires ruraux et la promotion de l'inclusion économique et sociale.

Les échanges et le débat, dans le quatrième atelier, porteront autour des grands défis en lien avec le cadre bâti et permettront d'enrichir et d'alimenter la réflexion sur les voies de réformes nécessaires afin de développer une approche holistique d'intervention au niveau du cadre bâti, centrée sur le bien-être du citoyen et la qualité du cadre de vie.



Ce Dialogue national se penchera également sur une stratégie de développement intégrée du monde rural visant la cohérence et le renforcement du lien de complémentarité et de solidarité entre les territoires urbains et ruraux





HABITAT ET URBANISME

Le Chef du Gouvernement veut améliorer la gouvernance administrative centrale et territoriale

Pour le Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, la réforme du secteur de l'urbanisme et de l'habitat constitue un levier important pour consolider les piliers de l'État social et relancer l'économie nationale.

Et de poursuivre que le gouvernement aspire, à travers le DNHU, à favoriser la concertation avec les différents acteurs afin de définir les contours d'une nouvelle politique publique, fondée sur une approche territoriale capable de faire émerger un nouveau modèle de développement urbain et des espaces de vie décentes et accessibles.

L'Exécutif, a-t-il soutenu, accorde une

grande importance à la mise à disposition d'une offre de logements décentes répondant aux exigences des citoyens, relevant que la situation résultant du Covid-19 a révélé l'ampleur des disparités en matière de qualité et d'accès au logement, ainsi que le manque des quartiers résidentiels d'espaces de vie décentes et d'un ensemble d'équipements de base.

Dans le même cadre, M. Akhannouch a noté que la réalité démontre que le coût d'accès au logement moyen est encore élevé, en particulier pour les nouveaux ménages et les couples qui sont sur le point de se marier, précisant que le secteur immobilier ne s'est pas

redressé mais a connu une stagnation tout au long de la décennie précédente, avec une offre très faible de logements moyen standing.

Il a, dans ce sens, mis l'accent sur la nécessité de s'interroger, au regard de cette situation, sur l'efficacité des politiques publiques adoptées, notamment les dépenses fiscales affectées à l'acquisition de logements, relevant que malgré la réduction du déficit au niveau des unités de logements en passant de plus de 1,2 million d'unités en 2002 à 368.000 unités en 2021, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'impact économique et social de ces incitations.

Le Chef du Gouvernement a appelé à une réflexion sur les moyens permettant d'adapter l'offre à la demande, en proposant des offres de logement adéquates prenant en compte les spécificités territoriales et sociales ainsi que les enjeux d'inclusion sociale.

Ce Dialogue national, a-t-il estimé, constitue une occasion idoine pour réfléchir à des solutions pour créer cet

équilibre dans la perspective d'inscrire les exigences financières dans le projet de loi de finances 2023, ainsi que pour repenser les moyens de liquider le parc de logements à même d'assurer une transition en douceur vers le nouveau modèle.

M. Akhannouch a ajouté que l'Exécutif aspire à améliorer la gouvernance administrative aux niveaux central et territorial, pour être à la hauteur des aspirations de la population et des entrepreneurs, soulignant la nécessité, pour atteindre ces objectifs, de poursuivre la digitalisation et l'accélération des procédures liées aux autorisations administratives d'urbanisme et d'habitat et aux incitations publiques.

Les travaux de ce Dialogue national peuvent être une occasion pour réfléchir à d'autres défis concernant le secteur de l'habitat et de l'urbanisme, tels que ceux de l'éducation et de la santé, a-t-il dit, affirmant que l'amélioration du rendement du secteur figure également parmi ces défis.



M. Akhannouch a ajouté que l'Exécutif aspire à améliorer la gouvernance administrative aux niveaux central et territorial, pour être à la hauteur des aspirations de la population et des entrepreneurs, soulignant la nécessité, pour atteindre ces objectifs, de poursuivre la digitalisation et l'accélération des procédures liées aux autorisations administratives d'urbanisme et d'habitat et aux incitations publiques.



Une Commission pour le suivi du Dialogue National sur l'Habitat et l'Urbanisme



Une première réunion de ladite Commission a eu lieu, le 16 septembre 2022 au siège du Ministère, juste après la cérémonie officielle du lancement Dialogue National de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Les membres de la Commission Nationale ont pris part, le 04 octobre 2022 à Rabat, aux travaux de quatre ateliers de concertation qui se déclinent selon les grands axes du Dialogue, à savoir : «La Planification et la gouvernance », «Le monde rural et les inégalités territoriales », « L'offre en logement » et «Le Cadre bâti ».

«Dans ce contexte, il est devenu impératif d'adopter un nouveau Cadre de référence national pour le développement urbain à la hauteur des enjeux et défis actuels. C'est un cadre qui doit être consensuel et qui requiert le renouvellement des approches pour asseoir une planification territoriale anticipative, intégrée, cohérente et inclusive, centrée sur le bien-être du citoyen et la qualité du cadre d'habiter et de vie, sur la mixité sociale et fonctionnelle, l'amélioration de la gouvernance et la clarification des rôles, l'adaptation des outils de planification

territoriale aux enjeux, aux échelles, aux vocations et aux spécificités des territoires et l'inclusion numérique des territoires», a fait valoir Mme Fatima Ezzahra El Mansouri.

Ces séances de travail ont permis de s'enquérir de leurs recommandations et propositions, et ce, dans la perspective d'enrichir le Dialogue National de l'Urbanisme et de l'Habitat et d'apporter des réponses porteuses et prometteuses aux différents défis du secteur.

Par ailleurs, les membres de la Commission Nationale se sont également penchés sur l'examen des recommandations issues des concertations régionales qui ont été organisées simultanément, le 21 septembre 2022, à l'échelle des 12 Régions du Maroc.

Ces ateliers se sont déroulés selon une approche participative basée sur la convergence dans le but d'élaborer une feuille de route qui définit une vision commune et intégrée en faveur des secteurs de l'Urbanisme et de l'Habitat

Rappelons que Madame la Ministre a mis en place cette Commission Nationale afin d'accompagner le Dialogue National de l'Urbanisme et de l'Habitat. Cette dernière est composée des représentants des départements Ministériels, des élus, des instances constitutionnelles, des établissements publics, des professionnels, d'experts et de la société civile, et ce, afin de proposer une feuille de route à la lumière des recommandations des rencontres nationales et régionales et celles issues de la plateforme interactive, qui s'articulent autour des mesures innovantes permettant d'atteindre les objectifs attendus du dialogue. Une première réunion de ladite Commission a eu lieu, le 16 septembre 2022 au siège du Ministère, juste après la cérémonie officielle du lancement Dialogue National de l'Urbanisme et de l'Habitat.

L'Intérieur déplore la politique énergivore dans les constructions...

S'exprimant au cours de la cérémonie de lancement du dialogue national de l'urbanisme et de l'habitat, le ministre de l'Intérieur M. Laftit a plaidé pour la mise en place de «mesures concrètes et opérationnelles visant le renforcement des politiques publiques et sociales, la maîtrise de la consommation de la ressource foncière et la lutte contre l'étalement urbain, la mobilité urbaine et la tension énergétique».

La politique de l'habitat, selon le ministre, est caractérisée par l'inadaptation de l'offre à la demande et par des prix excessifs, rendant ainsi difficile l'accès à un logement décent pour une tranche importante de la population.

En outre, il a déploré la politique énergivore «peu économe», qui ne prend pas en compte la durabilité des ressources, impactant lourdement la capacité de la politique territoriale à accompagner les extensions urbaines et les besoins de couverture en matière de services urbains et les infrastructures de base. Par ailleurs, M. Laftit a fait savoir que les principales lois régissant l'urbanisation consacrent des pratiques instaurées par les premières lois adoptées au début du siècle dernier, ajoutant que les pouvoirs publics ont joué un rôle important dans la production de l'espace urbain, en mobilisant des réserves foncières et en édictant des règles d'urbanisme formalisées sous forme de documents d'urbanisme.



Ces documents sont aujourd'hui inadaptés et révolus sans possibilité de changement ou d'adaptation rapide, a-t-il fait remarquer, ajoutant qu'ils sont la cause d'un étalement urbain, au gré des opportunités foncières publiques et privées.

Les documents d'urbanisme, a-t-il dit, ne prennent pas en considération les aspects liés à la mobilité durable, à la transition énergétique et à la résilience territoriale, générant ainsi une entrave à la gestion du territoire et à la satisfaction des besoins de la population.

URBANISME Quand les autorités s'attaquent aux irrégularités...

Dans le sillage du scandale qui a abouti à la démolition de 34 immeubles à Témara et à la suspension du gouverneur de la préfecture de Skhirate-Témara et de plusieurs agents d'autorité, le ministère de l'Intérieur a lancé une campagne de contrôle des irrégularités dans l'urbanisme à l'échelle nationale. Le ministre Abdelouafi Laftit, qui «suit personnellement et quotidiennement le dossier», a donné son accord pour l'envoi de commissions d'inspection vers plusieurs préfectures et provinces pour établir des rapports sur les irrégularités «sur lesquelles les agents d'autorités ou les élus locaux ferment l'œil».

Ainsi à Témara, les autorités locales de la ville ont donné leur feu vert pour la démolition de pas moins de 34 immeubles, contenant plus de 600 appartements dans un projet immobilier en cours de construction. L'opération a été accompagnée de protestations de dizaines

de bénéficiaires et d'acquéreurs d'appartements dans le projet, venus réclamer un dédommagement. Ceci fait suite à une plainte d'un observatoire local qui avait saisi le ministère sur l'illégalité de ce projet immobilier, érigé sans autorisation. Après enquête, le ministère a ordonné la démolition de toute construction sur le site...

Le scandale immobilier de Témara et la suspension du gouverneur de la province a eu un effet «stimulant» auprès des agents d'autorité. À Salé, les enquêtes vont bon train sur les sites des projets immobiliers qui font l'objet de différends entre les bénéficiaires et les promoteurs. La presse nationale cite l'exemple de la résidence «Agdal», située sur l'avenue Sidi Mohamed Ben Al Hassan. Les acquéreurs d'appartements dans cette résidence (non achevée jusqu'à aujourd'hui) se plaignent depuis 2015 de ne pas avoir été livrés.



IMMOBILIER

Révision de 3.500 dossiers rejetés pour des motifs techniques ou administratifs



Dans cet même objectif, Mme El Mansouri a affirmé que son département a mis en place une nouvelle génération de documents urbanistiques visant à booster les investissements tout en procédant à la généralisation des études préalables des dossiers d'investissement.

Mme Fatima-Ezzahra El Mansouri, ministre de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville a indiqué lundi que son département a procédé à la révision de 3.500 dossiers dans le domaine de l'immobilier rejetés auparavant pour des motifs techniques ou administratifs.

Dans une réponse à une question orale sur "l'accélération des dossiers d'investissement dans le domaine de l'immobilier" posée par le groupe Authenticité et Modernité (PAM) à la Chambre des représentants, elle a fait état de l'approbation de plus de 1.538 dossiers d'un coût global de 17 milliards de dirhams dont une part de réalisation de l'ordre de 14,65 milliards de dirhams et une création d'emplois chiffrée à 68.000 postes. Et d'ajouter que la première circulaire publiée par le gouvernement a porté sur la révision des dossiers d'investissement rejetés pour des motifs liés à des considérations techniques ou encore des procédures administratives et ce, en raison du fait que ce gouvernement

est conscient de son rôle majeur dans la promotion des investissements.

La ministre a également fait savoir que son département a publié une circulaire relative à la délivrance de l'attestation de la vocation non agricole (AVNA), ce qui a, selon elle, permis de résoudre un nombre important de dossiers restés dans les tiroirs pendant de nombreuses années, outre l'examen en cours dont 65% ont d'ores et déjà reçus l'approbation nécessaire.

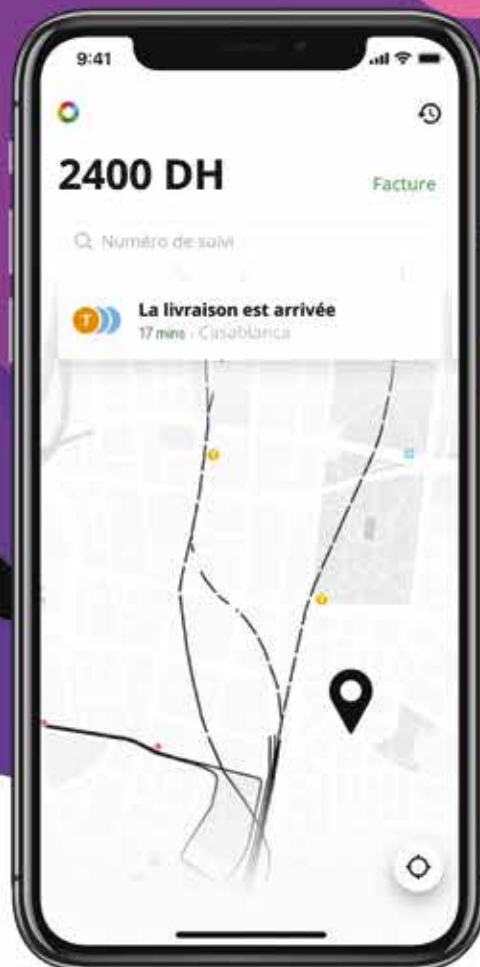
Dans cet même objectif, Mme El Mansouri a affirmé que son département a mis en place une nouvelle génération de documents urbanistiques visant à booster les investissements tout en procédant à la généralisation des études préalables des dossiers d'investissement. Autant de mesures qui cherchent à apporter des solutions aux problématiques lancinantes posées en attendant l'adoption d'un dispositif juridique en faveur de la simplification des procédures pour promouvoir les investissements dans ce domaine, a-t-elle fait remarquer en conclusion.



CAMIONAT
www.camionat.ma

CAMIONAT.MA

connecte expéditeurs
et transporteurs en
temps réel



**Ne soyez plus jamais surpris
par un retard de livraison**



Pour les expéditeurs

Trouvez un chauffeur
disponible proche de vous en
1 clic pour vos marchandises.



Pour les transporteurs

Trouvez du fret proche de vous.
Géolocalisez-vous et vos
chauffeurs avec l'application.



Rejoignez Camionnat

Notre réseau de partenaires
permet une mise en œuvre rapide
pour un RSI plus court.



CAMIONAT
www.camionat.ma

Expédiez plus vite et optimisez votre budget
Ne roulez plus à vide grâce à notre app



Epiroc présente son tout premier engin de forage de surface électrique à batterie à la Bauma



Un démonstrateur du tout premier engin de forage électrique à batterie avec marteau hors trou d'Epiroc, le SmartROC T35 E, est présenté au salon de la Bauma. Cet engin est une étape importante dans la transition vers un forage zéro émission dans les mines à ciel ouvert et les carrières du monde entier.

Conformité optimisée aux normes environnementales. Le design du SmartROC T35 E est basé sur l'engin de forage de surface éprouvé SmartROC T35. En combinaison avec l'expérience inestimable acquise lors du développement des engins à batteries dans le souterrain par Epiroc, ce nouvel

engin est conçu pour optimiser les normes environnementales des carrières et des grands chantiers de la construction. Outre ses faibles émissions, cet engin offre une gamme de fonctionnalités intelligentes ainsi qu'une sécurité, une fiabilité et des performances élevées – dans un environnement de travail plus silencieux.

« Nous sommes fiers de présenter cet engin au salon de la Bauma, un produit qui indique une étape importante dans notre transition vers des opérations à faible émission de carbone dans les carrières et les grandes applications de la construction. Le fait que nous supprimions les

émissions du processus de forage est une étape importante vers un meilleur environnement. Cette réussite montre qu'Epiroc a un rôle important à jouer pour rendre notre industrie plus durable. »

Hakan Aytakin, Vice President Marketing, Epiroc Surface division

Une plateforme flexible créée grâce à de précieuses collaborations

Le SmartROC T35 E est équipé d'une batterie et d'un câble électrique, ce qui améliore considérablement la flexibilité. Vous pouvez choisir de forer avec l'alternative la plus adaptée à l'emplacement et à l'occasion. Il permet également un transport rapide et fluide à l'intérieur des sites et entre ces derniers.

L'engin de forage de surface est équipé du même type de batteries et de sous-composants éprouvés que les solutions de batteries souterraines Epiroc. Cela simplifie la manipulation des pièces de rechange et l'entretien pour les clients ayant plusieurs opérations différentes

« SmartROC T35 E est le résultat d'une collaboration fructueuse entre Epiroc et nos clients. Ils nous ont fourni

des informations précieuses pour nous assurer que nous fournirons un engin aux performances et à la flexibilité optimisées. »

Ulf Gyllander, Global Product Manager, Epiroc Surface division.

Joue un rôle important dans le cadre des objectifs de développement durable d'Epiroc pour 2030

Les solutions électriques sur batterie d'Epiroc suscitent un vif intérêt sur le marché. Parmi les avantages pour le client, citons un fonctionnement sans émissions, une réduction de la pollution sonore, des vibrations et une productivité accrue. Les machines jouent un rôle essentiel dans les objectifs ambitieux d'Epiroc en matière de développement durable pour 2030, qui incluent la réduction de moitié des émissions de CO2 dans les opérations et les produits vendus. En 2021, les objectifs ont été validés par l'initiative Science Backed Targets comme étant conformes au maintien du réchauffement climatique à un maximum de 1,5° C, conformément aux observations de la science climatique et aux objectifs l'Accord de Paris sur le climat.



Les solutions électriques sur batterie d'Epiroc suscitent un vif intérêt sur le marché. Parmi les avantages pour le client, citons un fonctionnement sans émissions, une réduction de la pollution sonore, des vibrations et une productivité accrue.



Génie dévoile sa batterie écologique lithium-ion



La demande mondiale croissante d'équipements plus propres, plus silencieux et nécessitant peu d'entretien, capables de résister aux rigueurs des chantiers de construction, a poussé Genie à concevoir et ensuite présenter sa nouvelle option de batterie lithium-ion pour les nacelles à ciseaux pour dalles GS E-Drive.

Ces batteries se caractérisent par leur longévité et leur fiabilité, même dans des environnements extrêmes. Les batteries Genie Lithium-Ion ont été spécialement

conçues pour les PEMP et sont certifiées par l'organisme de certification indépendant Underwriters Laboratory (UL) contre les incendies, les chocs électriques et les explosions, fait savoir Génie.

« L'équipement électrifié d'aujourd'hui ne se contente pas de réduire les émissions. Dans de nombreux cas, il fonctionne également mieux et nécessite moins d'entretien. Cela dit, l'entretien et le remplacement de la batterie restent l'une des dépenses courantes les plus importantes pour les propriétaires d'élévateurs à ciseaux. Genie Lithium-Ion réduit ces coûts en éliminant

l'entretien et le remplacement de la batterie. Spécialement conçue pour être utilisée dans les PEMP, Genie Lithium-Ion est la seule batterie dont vous aurez besoin pour la durée de vie normale de votre élévateur à ciseaux », déclare Christian Dube, chef de produit Genie.

Le boîtier IP67 entièrement scellé de la batterie Genie Lithium-Ion sans entretien la protège de la contamination par l'eau et la poussière. Basé sur des tests approfondis, sa durée de vie est d'environ 10 ans et il est livré avec une garantie de cinq ans, la meilleure de sa catégorie. Introduits en 2020, les élévateurs à ciseaux Genie E-Drive sont déjà des machines nécessitant peu d'entretien avec des moteurs d'entraînement à courant alternatif sans balais entièrement scellés et 70 % de flexibles et de raccords hydrauliques en moins.

Les nacelles à ciseaux E-Drive Lithium-Ion de Genie réduisent les coûts de maintenance de 11 % supplémentaires par rapport aux batteries plomb-acide inondées (FLA) car les batteries Lithium-Ion n'ont pas besoin d'être arrosées ou remplacées. Sur le chantier, les élévateurs à ciseaux E-Drive Lithium-Ion offrent une productivité et des performances supérieures, même à des températures extrêmes comprises entre 120° F / 49° C et -20° F / -29° C.

« Lorsqu'elles sont utilisées, les machines

électriques équipées d'une batterie FLA standard génèrent généralement suffisamment de chaleur dans la batterie pour continuer à fonctionner. Cependant, la plupart des gens ne soulèvent pas ou ne conduisent pas continuellement ; ils sont arrêtés et travaillent, permettant aux batteries FLA de refroidir. À mesure que la batterie FLA refroidit, elle fournit moins d'énergie, ce qui signifie que l'opérateur doit faire une pause et déplacer l'ascenseur dans un environnement plus chaud », explique Dube.

En outre, les batteries Genie Lithium-Ion sont équipées de chauffages intégrés qui maintiennent la bonne température, même lorsque l'élévateur à ciseaux est à l'arrêt. Cela permet à l'opérateur de travailler en continu, sans faire de pause pour réchauffer la batterie, un réel gain de productivité dans un environnement froid.

Les élévateurs à ciseaux Genie GS E-Drive Lithium-Ion peuvent être rechargés en seulement quatre heures, ce qui est 33 % plus rapide qu'une batterie FLA standard, et des charges partielles n'endommageront pas la batterie Lithium-Ion. Cela permet aux opérateurs de recharger un élévateur pendant les pauses ou pendant le déjeuner au cas où la machine n'aurait pas été rechargée la nuit précédente ou si elle est utilisée pour un deuxième quart de travail.



Les élévateurs à ciseaux Genie GS E-Drive Lithium-Ion peuvent être rechargés en seulement quatre heures, ce qui est 33 % plus rapide qu'une batterie FLA standard, et des charges partielles n'endommageront pas la batterie Lithium-Ion.



Volco CE aide à améliorer la sécurité du sport automobile électriquement



Le nouvel outil de récupération de voitures de course est une solution unique dans le monde du sport automobile et est le premier du genre à être introduit sur les pistes depuis que la FIA a commencé la transformation électrique de sa série de courses World RX.

Grâce à l'utilisation de cette solution en instance de brevet, les voitures de rallycross désormais 100 % électriques sont récupérées sur les pistes de course sans aucune intervention manuelle – ce qui signifie qu'aucun personnel n'a à marcher sur les pistes et à attacher physiquement ou à ac-

crocher la voiture à un véhicule de dépannage comme se produisait auparavant, ce qui rend non seulement l'intervention plus sûre, mais aussi plus efficace et plus rapide. Volvo CE a co-conçu la solution en tant que fournisseur officiel d'équipements de construction et partenaire de construction de pistes pour la série de courses World RX, en collaboration avec la start-up suédoise Granfors Racing. Après avoir été testé lors du week-end de course à Riga, en Lettonie, en septembre, il a maintenant été adopté par la FIA comme la solution de récupération la plus efficace pour la série de courses. Les téléspectateurs aux yeux d'aigle pourront le voir en action lors du prochain week-end de course (8-9 octobre) à Spa-Francorchamps, en Belgique.

Arvid Rinaldo, Brand Communication and Partnerships pour Volvo CE, déclare : « Avec l'introduction rapide de cette solution innovante, nous respectons notre engagement à faire progresser à la fois notre industrie et le sport automobile en matière de sécurité et de durabilité. Grâce à ce partenariat solide avec la FIA et Engcon, nous sommes en mesure d'accélérer la transition vers une électrification fiable, efficace et extrêmement sûre.

L'avènement des courses de rallycross électriques s'accompagne de considérations de sécurité entièrement nouvelles étant donné que les voitures de rallycross peuvent accélérer de 0 à 100 km / h en moins de deux secondes – plus rapidement qu'une voiture de Formule 1 – combinées avec le soin inévitable qui doit être pris en compte lorsque manutention de véhicules chargés électriquement. Benoît Dupont, Off-Road Category Manager pour la FIA, déclare : « La course électrique est une nouvelle technologie qui apporte de nouveaux défis en matière de sécurité – nous devons nous y adapter et créer de nouveaux outils. Volvo CE

a été très proactif pour nous aider, en créant un outil qui nous permet de retirer la voiture de manière sûre et efficace. Et c'est vraiment ce que nous recherchions : ajouter la sécurité électrique à l'efficacité. » Parce que la sécurité n'est pas quelque chose à prendre à la légère, la FIA a introduit un système de feux tricolores intelligents dans le cadre de ses nouveaux protocoles de sécurité en électromobilité. Chaque fois qu'une voiture de rallycross électrique sort du circuit, un feu vert sur le dessus de la voiture indique l'état de sécurité de la voiture. S'il devient rouge, cela indique aux personnes à proximité qu'il n'est pas prudent de toucher la voiture et d'attendre la récupération officielle du véhicule.

Pour rester en phase avec ce système et permettre la récupération en toute sécurité des voitures de rallycross électriques qui sont « passées au rouge », Volvo CE et Granfors Racing ont mis au point leur propre système de sécurité en trois volets. Une fois que les conducteurs ont été récupérés en toute sécurité de la voiture par des responsables formés, la voiture est ensuite soigneusement récupérée par une plaque de sauvetage plate isolée, qui est contrôlée, soulevée, abaissée et inclinée si nécessaire avec un rotateur inclinable Engcon à 360° attaché à un Volvo EWR150E pelle sur pneus.

La combinaison de ces trois outils assure non seulement la manipulation en toute sécurité des véhicules à batterie, mais offre également une efficacité et une flexibilité inégalées. La pelle sur pneus EWR150, fonctionnant aux biocarburants, offre une rotation serrée et compacte essentielle pour les manœuvres complexes requises au cours de ce processus et la manipulation fiable nécessaire pour livrer rapidement et en toute sécurité la voiture de course accidentée à la zone de récupération désignée.

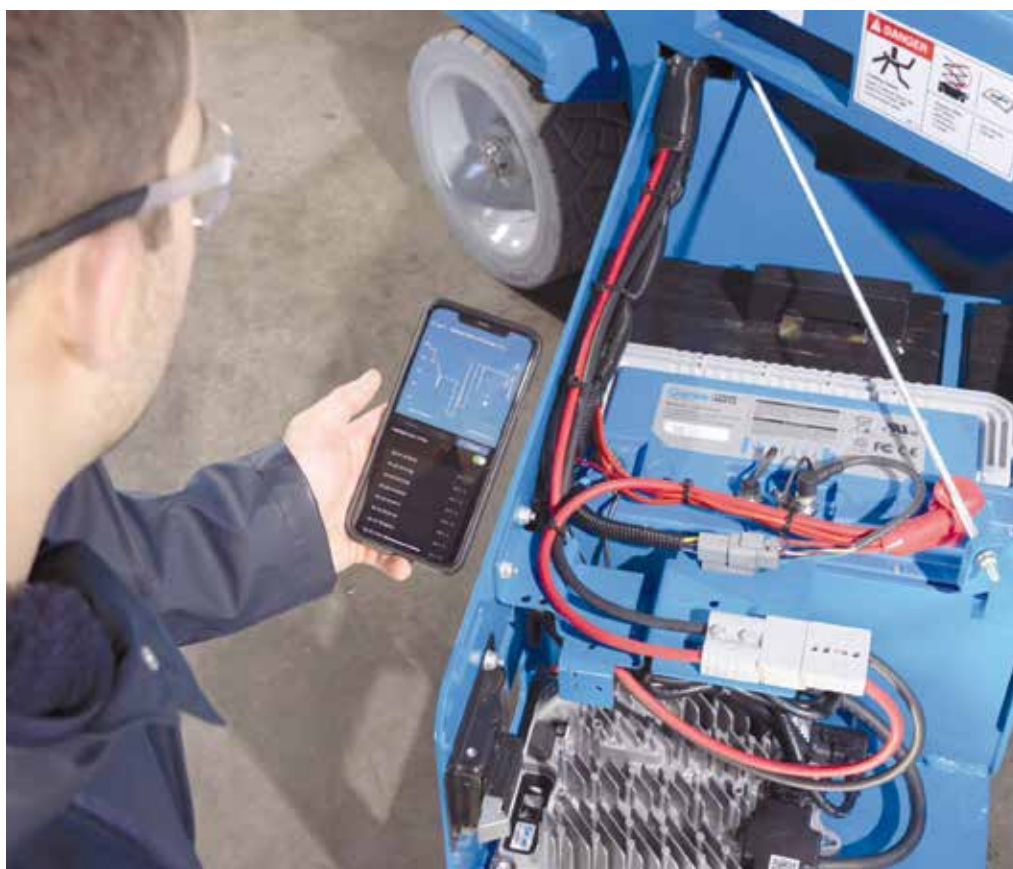


Arvid Rinaldo, Brand Communication and Partnerships pour Volvo CE, déclare : « Avec l'introduction rapide de cette solution innovante, nous respectons notre engagement à faire progresser à la fois notre industrie et le sport automobile en matière de sécurité et de durabilité. »

Genie présente une option de batterie au lithium-ion pour ses élévateurs à ciseaux à dalle GS™ E-Drive



L'équipement électrifié d'aujourd'hui ne se contente pas de réduire les émissions. Dans de nombreux cas, il fonctionne également mieux et nécessite moins d'entretien. Cela dit, l'entretien et le remplacement de la batterie restent l'une des dépenses courantes les plus importantes pour les propriétaires d'élévateurs à ciseaux.



En réponse à une demande mondiale croissante d'équipements plus propres, plus silencieux et nécessitant peu d'entretien, capables de résister aux rigueurs des chantiers de construction, Genie présente sa nouvelle option de batterie lithium-ion pour GS™ E-Drive des élévateurs à ciseaux pour dalles. Rigoureusement testées pour leur longévité et leur fiabilité, même dans des environnements extrêmes, les batteries Genie® Lithium-Ion ont été spécialement conçues pour les PEMP et sont certifiées par l'organisme de certification indépendant Underwriters Laboratory (UL) contre les incendies, les chocs électriques et les explosions.

« L'équipement électrifié d'aujourd'hui ne se contente pas de réduire les émissions. Dans de nombreux cas, il fonctionne également mieux et nécessite moins d'entretien. Cela dit, l'entretien et le remplacement de la batterie restent l'une des dépenses courantes les plus importantes pour les propriétaires d'élévateurs à ciseaux. Genie Lithium-Ion réduit ces coûts en éliminant l'entretien et le remplacement de la batterie. Spécialement conçue pour être utilisée dans les PEMP, Genie Lithium-Ion est la seule batterie dont vous aurez besoin pour la durée de vie normale de votre élévateur à ciseaux », déclare Christian Dube, chef de produit Genie. Le boîtier IP67 entièrement scellé de la batterie Genie Lithium-Ion sans entretien la protège de la contamination par l'eau et la poussière.

sière. Basé sur des tests approfondis, il a une durée de vie prévue d'environ 10 ans et est livré avec une garantie de cinq ans, la meilleure de sa catégorie. Introduits en 2020, les élévateurs à ciseaux Genie E-Drive sont déjà des machines nécessitant peu d'entretien avec des moteurs d'entraînement à courant alternatif sans balais et entièrement scellés et 70 % de tuyaux et de raccords hydrauliques en moins. Les élévateurs à ciseaux Genie E-Drive Lithium-Ion réduisent les coûts de maintenance de 11 % supplémentaires. Par rapport aux batteries plomb-acide inondées (FLA) car les batteries lithium-ion n'ont pas besoin d'être arrosées ou remplacées.

Sur le chantier, les élévateurs à ciseaux E-Drive Lithium-Ion offrent une productivité et des performances supérieures, même à des températures extrêmes comprises entre 120° F/49° C et -20° F/-29° C.

« Lorsqu'elles sont utilisées, les machines électriques équipées d'une batterie FLA standard génèrent généralement suffisamment de chaleur dans la batterie pour continuer à fonctionner. Cependant, la plupart des gens ne soulèvent pas ou ne conduisent pas continuellement ; ils sont arrêtés et travaillent, permettant aux batteries FLA de refroidir. À mesure que la batterie FLA refroidit, elle fournit moins d'énergie, ce qui signifie que l'opérateur doit faire une pause et déplacer l'ascenseur dans un environnement plus chaud », explique Dube. « Les batteries Genie Lithium-Ion sont équipées de chauffages intégrés qui maintiennent la bonne température, même lorsque l'élévateur à ciseaux est à l'arrêt. Cela permet à l'opérateur de travailler en continu, sans faire de pause pour réchauffer la batterie, un réel gain de productivité dans un environnement froid.

Les élévateurs à ciseaux Genie GS E-Drive Lithium-Ion peuvent être rechargés en seulement quatre heures, ce qui est 33 % plus rapide qu'une batterie FLA standard, et des charges partielles n'endommageront pas la batterie Lithium-Ion. Cela permet aux opérateurs de recharger un ascenseur pendant les pauses ou pendant le déjeuner au cas où la machine n'aurait pas été rechargée la nuit précédente, ou si elle est utilisée pour un deuxième quart de travail.

« La solution de batterie au lithium-ion de Genie est certifiée UL contre les incendies, les chocs électriques et les explosions. Et, avec une durée de vie prévue de la batterie d'au moins 10 ans et une garantie de cinq ans, les propriétaires d'équipement peuvent avoir confiance en la qualité et la longévité de la batterie », déclare Dube. « Bien qu'il s'agisse de la seule batterie dont une société de location aura besoin pendant qu'elle possède la machine, pour plus de tranquillité d'esprit, les propriétaires peuvent également utiliser la surveillance télématique Genie LiftConnect pour suivre les performances de la batterie d'une unité spécifique au fil du temps. »

De plus, comme de nombreuses sociétés de location cherchent à donner une seconde vie à des équipements plus anciens sur le marché des équipements d'occasion, les nacelles à ciseaux alimentées au lithium-ion Genie peuvent être équipées de batteries FLA lorsque l'unité atteint la fin de sa durée de vie utile dans une flotte de location.

L'option de batterie lithium-ion est disponible dans le monde entier sur presque toutes les nacelles à ciseaux pour dalles GS E-Drive, à l'exception des nacelles à micro ciseaux GS-1432m et GS-1932m et des nacelles à ciseaux pour dalles GS-4046 et GS-4655.



La solution de batterie au lithium-ion de Genie est certifiée UL contre les incendies, les chocs électriques et les explosions. Et, avec une durée de vie prévue de la batterie d'au moins 10 ans et une garantie de cinq ans, les propriétaires d'équipement peuvent avoir confiance en la qualité et la longévité de la batterie



Volvo CE poursuit la transformation de son industrie en investissant dans le transport électrique



Volvo Construction Equipment (Volvo CE) investit dans l'avenir de son usine de Braås, en Suède, qui abrite sa gamme leader de tombereaux articulés, comme un signal clair de son engagement à diriger la transformation de tous les produits vers un avenir de construction plus durable .

Volvo Construction Equipment (Volvo CE) a annoncé son intention d'investir 360 millions de SEK, soit environ 32,7 millions de dollars, dans son usine de production de Braås, en Suède, d'ici 2027.

L'usine de Braås, reconnue depuis longtemps pour ses références environnementales, est

spécialisée dans la conception et la fabrication de tombereaux articulés pour le marché mondial. Elle a produit une machine de construction sans énergie fossile qui a été la première au monde à être livrée à un client – un A30G qui est maintenant utilisé sur le chantier du client NCC.

La décision d'investir à Braås a été prise par le conseil d'administration d'AB Volvo et signifie que l'usine sera adaptée au cours des prochaines années pour lui permettre de produire une gamme plus large de tombereaux articulés avec différents types de groupes motopropulseurs pour refléter l'évolution de la demande vers l'équipement avec des sources d'énergie plus durables.

L'investissement servira à étendre la capacité de production du site de 45 000 m² dans le sud de la Suède afin d'élargir la gamme de produits à l'avenir, avec l'ajout de nouveaux bâtiments et équipements de production. Viser résolument l'avenir et conformément à son objectif de construire le monde dans lequel nous voulons vivre – et les lieux de travail dans lesquels nous voulons travailler – Volvo CE investira également dans l'automatisation et l'ergonomie pour réduire la nécessité pour les employés de s'engager dans tâches répétitives et créer un environnement de travail plus sûr.

Les techniques de fabrication pionnières n'ont rien de nouveau pour Braås. Depuis la production du premier tombereau articulé fabriqué en série au monde, le « Gravel Charlie », un tombereau de 10 tonnes, en 1966, l'usine est à la pointe de l'innovation. Le site est surtout connu pour avoir produit le plus gros tombereau articulé du monde, le 60 tonnes classe A60H

, une véritable prouesse d'ingénierie.

En plus de construire le premier tombereau articulé au monde fabriqué à partir d'acier sans énergie fossile, le talent d'ingénieur basé ici a également joué un rôle déterminant dans la construction du premier prototype de tombereau articulé au monde alimenté par des piles à combustible à hydrogène – le concept Volvo HX04 – qui est actuellement le focus sur les tests pour développer les futures solutions hydrogène.

Braås est également à l'avant-garde de la protection de l'environnement et a été le premier dans l'industrie de la construction à réaliser une opération neutre en carbone entièrement alimentée par des énergies renouvelables. En 2018, le site est également devenu une installation zéro décharge.

« L'industrie du transport et de la construction est en pleine transformation avec, entre autres, un nombre croissant de véhicules électrifiés », déclare Jonas Lakhall, directeur de site chez Volvo CE à Braås. « Cet investissement nous permettra d'adapter et d'étendre notre outil de production afin de pouvoir proposer une gamme plus large de machines – avec différents groupes motopropulseurs – à nos clients et de les aider à atteindre leurs ambitions de réduction des émissions.

« Il est important pour nous de continuer à être à l'avant-garde et de prendre des décisions claires pour respecter notre engagement basé sur la science visant à atteindre des émissions nettes nulles dans la chaîne de valeur d'ici 2040. En adaptant notre production aux machines électriques, nous progressons sur notre feuille de route d'électrification . »



Braås est également à l'avant-garde de la protection de l'environnement et a été le premier dans l'industrie de la construction à réaliser une opération neutre en carbone entièrement alimentée par des énergies renouvelables.



CALIFORNIA GREEN

Etude, aménagement
et entretien des
espaces verts,
création de
systèmes
d'arrosage, vente
des plantes,
outillage, engrais



**VALORISEZ
VOS JARDINS ?
VISITEZ
CALIFORNIA GREEN**

california.green.sarl@gmail.com

Tél : 06 61 49 37 60

LE PROF. DR. MARKUS SCHÄFER EN GUEST-STAR À L'ECOLE HASSANIA DES TRAVAUX PUBLICS

Vers une coopération académique entre l'Ecole Hassania des Travaux Publics et l'Université de Luxembourg



Monsieur Markus Schäfer, professeur de Structural Engineering and Composite Structures au Département of Engineering de l'Université du Luxembourg et président du groupe TC250/SC4-WG du Comité Européen de Normalisation (CEN), à la fin de sa visite au MAROC a animé une conférence publique sur « la construction durable et le développement de la deuxième génération des Eurocodes: Nouvelles règles pour l'Eurocode 4, structures mixtes acier-béton », à l'enceinte de l'Ecole Hassania des Travaux Publics à Casablanca le Samedi 15 octobre 2022. Cette conférence au profit des étudiants de l'Ecole Hassania des Travaux Publics, particulièrement les étudiants du Département Ponts, Chaussées et Transport et Equipe de Recherche en Ingénierie de la Construction (ERIC), a connu également la participation d'associations professionnelles et autres universitaires chercheurs. Pendant cette journée, l'assistance a débattu de tout ce qui concerne de près ou de loin l'application de l'Eurocode 4 dans les constructions. En marge de cet événement, BTPnews a rencontré monsieur Markus Schäfer pour plus de détails.



BTPnews : Dans quel cadre intervient cette session de formation dont vous êtes l'invité ?

Markus Schäfer : Dans un premier lieu, cette session de formation s'inscrit dans le cadre de la coopération bilatérale entre le Maroc et le Luxembourg dont une importante délégation officielle s'est rendue la semaine dernière à Casablanca. Elle s'inscrit également dans cette volonté manifestée de développer la coopération académique et scientifique entre l'Ecole Hassania des Travaux Publics et l'Université de Luxembourg. C'est parfaitement dans ce cadre que j'ai été invité pour animer et échanger avec les étudiants autour des nouveautés de l'Eurocode et les possibilités pour les études au Luxembourg.

Concrètement, comment cette coopération est-elle réalisable ?

Premièrement, on a débattu des possibilités d'échange et de collaboration dans le domaine de la recherche en ingénierie entre les deux universités. On a évoqué également la possibilité de développer des projets communs et le partage des informations et des données scientifiques entre les étudiants des deux universités. Nous avons aussi l'ambition de faire bénéficier les étudiants marocains de l'Ecole Hassania des Travaux Publics, des études en Luxembourg, à titre d'exemple le pro-

gramme master in civil engineering, Megastructures with sustainable resources. En parallèle les projets internationaux comme l'Erasmus+ peuvent constituer une base pour des projets communs et des échanges d'étudiants et de doctorants. Nous souhaitons poursuivre les échanges sur les Eurocodes, car d'après monsieur le président de l'AMBC association marocaine des bureaux de contrôle technique, le Maroc a déjà mis en place l'amendement de certaines normes nationales en conformité avec les Eurocodes, ce qui est très intéressant pour les étudiants.

Peut-on avoir une idée sur les principales nouveautés de l'Eurocode ?

Je pense que le plus important des nouveautés reste la mise à jour et l'adaptation des Eurocodes qui ont été développés durant les années 80 et 90. L'idée de la commission européenne était de faire un review de ces Eurocode pour plus d'harmonisation, de simplification de la mise en pratique et l'adaptation à l'état de la technique.

Selon vous, comment peut-on faire du BTP un secteur éco-friendly ?

La demande en matériaux de construction ne cesse de se développer pour répondre aux besoins incessants de l'urbanisme et du bâtiment. De l'autre côté, les ressources sont de plus en plus limitées. Il est aujourd'hui donc important de s'adapter, mais surtout d'optimiser l'usage des ressources énergétiques. Il faut aussi investir davantage dans les matériaux durables par exemple le ciment à bas carbone ou les matériaux de haute performance, de garantir le recyclage des matériaux de construction et encore à un niveau supérieur, la réutilisation d'éléments de construction entiers. Je pense aussi qu'il faut continuer à développer de nouvelles technologies pour assurer la résistance et la durabilité escompté dans tout acte de bâtir.

**Propos recueillis par
Khalid Fakher**



La demande en matériaux de construction ne cesse de se développer pour répondre aux besoins incessants de l'urbanisme et du bâtiment. De l'autre côté, les ressources sont de plus en plus limitées. Il est aujourd'hui donc important de s'adapter, mais surtout d'optimiser l'usage des ressources énergétiques.

MAGAZINE D'ÉCONOMIE, DU BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

BTP News

La référence éditoriale
des décideurs du BTP.



www.btpnews.ma

Ramon Soler®

Barcelone 1890



Sardis

125 - 127 Rue des Thermes La Villette 20350 - Casablanca - Morocco
Tél. : +212 522 62 63 18 / +212 522 60 93 14 - Fax : +212 522 62 63 17
E-mail : sardis2009@gmail.com - www.sardis.ma